

Que va changer l'élection de Barack Obama à la Maison Blanche concernant la politique étrangère des États-Unis ? Nous publions ici le point de vue d'Allen Ruff, au cœur de la campagne américaine.

Alors que la campagne de Barack Obama changeait d'angle pour affronter John McCain après avoir battu Hillary Clinton, différents observateurs ont commencé à suggérer qu'Obama était en train de se « replacer au centre » dans le but d'être élu. Ses partisans ont expliqué que ce changement est une étape pragmatique nécessaire ; d'autres, exprimant divers degrés de déception sont allés jusqu'à suggérer qu'Obama avait en quelque sorte « viré à droite ».

Malgré ces points de vue, il est au moins un domaine dans lequel Obama est resté remarquablement cohérent, à savoir celui de la politique étrangère et son soutien sans faille au projet impérial des États-Unis. Sur la question du soutien à l'empire et du rôle des États-Unis dans le monde, le candidat démocrate a à peine évolué. Alors que des secteurs de l'opinion « libérale¹ » et des militants anti-guerre peuvent se trouver désabusés par ses récentes déclarations, le parcours d'Obama montre que ces partisans déçus se sont surtout eux-mêmes induits en erreur.

Dans le *New York Times* du 14 juillet ainsi que le lendemain dans un discours clé à Washington, prononcé juste avant sa « tournée-enquête » à l'étranger incluant des étapes en Afghanistan, en Irak, en Israël/Palestine ainsi qu'en Europe, le candidat démocrate a détaillé les « cinq objectifs essentiels pour une Amérique plus sûre » qu'il poursuivrait à la Maison-Blanche. Il a parlé de mettre fin à la guerre en Irak, de continuer la « guerre contre le terrorisme » face à Al-Qaïda et aux Talibans afghans, de mettre fin à la dépendance pétrolière des États-Unis, d'empêcher l'accès aux armes et ressources nucléaires pour les terroristes ainsi que les « États voyous », et de reconstruire les alliances des États-Unis.

Quelles que soient les petites inflexions apportées au discours, ces déclarations de la mi-juillet n'étaient guère plus qu'une répétition des positions mises au point il y a quelques temps et exprimées depuis le début de la campagne d'Obama, le plus souvent devant un public issu des élites dans des lieux plus privés, et complètement dans la lignée de la politique du parti démocrate. Alors qu'il reste impossible de savoir exactement ce qu'une présidence Obama ferait pour soutenir et maintenir le pouvoir impérial des États-Unis, en particulier en cas de nouvelles crises imprévues, ou de savoir dans quelle mesure il poursuivrait les abus de pouvoir obscènes de George W. Bush sous couvert de « guerre contre le terrorisme », les positions du candidat portent depuis longtemps le message clair qu'il y aura peu de changement, voire même aucun, dans la progression et l'orientation stratégiques générales de l'État impérial.

La candidature d'Obama est historique pour ce qu'elle symbolise : l'élection potentielle d'un candidat noir à la tête de la super-puissance mondiale. Cela n'a rien à voir avec une remise en cause du « droit » de cette super-puissance à dominer le monde — pour le bien de celui-ci bien entendu. La perspective globale d'Obama est fermement ancrée au cœur du consensus établi depuis longtemps dans la classe dirigeante sur les prérogatives des États-Unis à intervenir n'importe où et n'importe quand pour rendre le monde sûr pour le capital ; perspective énoncée, comme toujours, dans une rhétorique de la « liberté », de la « démocratie » et de la « stabilité ».

Ainsi, il incarne une longue tradition d'interventionnisme « libéral » dont les racines s'étendent jusqu'au début de l'impérialisme « progressiste » d'un Teddy Roosevelt ou d'un Woodrow Wilson. Étant donnés les résultats désastreux de l'aventure idéologique irakienne menée par le régime Bush et l'impasse avec l'Iran, la trajectoire dans laquelle Obama promet de s'engager a pourtant les faveurs de la majorité des élites et de la population en général parce qu'elle semble plus « réaliste » et moins « unilatérale ».

« Renouveler le leadership américain »

Très tôt, le camp Obama a articulé ses principales positions en politique étrangère dans une allocution devant le CFR (*Council on Foreign Relations*²), conseil non-gouvernemental et bipartisan³, historiquement le plus important des organes de réflexion sur la politique étrangère en dehors du Département d'État⁴.

Disséminé dans les pages du bimestriel *Foreign Affairs*, la très influente revue interne de « relations

internationales » du CFR, le discours d'Obama pose un cadre politique et une vision stratégique pour ses lecteurs, le gotha des professionnels de la politique étrangère. Parmi eux se trouvent non seulement des personnalités de haut rang des bureaucraties d'État chargées des relations internationales et de la sécurité nationale, mais aussi toute une clique d'experts politologues issus des *think tanks* et des milieux universitaires, et surtout, les principaux soutiens du CFR issus des « hautes sphères » du monde des affaires (Barack Obama, « Renewing American Leadership, » *Foreign Affairs*, juillet/août 2007).

Alors qu'elle s'engageait clairement à un changement de direction par rapport aux actuels échecs et aux gaffes pures et simples de Bush, l'allocution promettait très systématiquement de préserver la grande trajectoire stratégique de prédominance mondiale poursuivie par tous les présidents du 20ème siècle. Au cœur de ce discours, la vision stratégique d'Obama s'engage dans la continuité d'un combat pour reprendre et garantir l'hégémonie impériale des États-Unis, qualifiée par euphémisme de « leadership » tout au long de l'article du CFR et ailleurs, dans un monde de plus en plus hostile à la domination américaine.

D'après le candidat cette hostilité est d'abord causée par l'unilatéralisme arrogant et méprisant pour les alliés, ainsi que l'échec de la diplomatie et les aventures militaires mal contrôlées du régime Bush. Invoquant Franklin Delano Roosevelt, Truman et Kennedy comme le panthéon de l'interventionnisme « libéral », ferme mais éclairé, qui aurait brandi le « flambeau de la liberté » et la promesse de « démocratie » de la Seconde Guerre mondiale à la victoire de la Guerre froide, Obama promet le renouveau pragmatique et rationnel du rôle des États-Unis comme « leader » d'un « monde libre ».

Offrant de récompenser les amis (ceux qui s'alignent sur les positions des États-Unis) et de pénaliser les ennemis (à savoir, toute opposition) et prêt à « joindre les actes à la parole » avec une armée sans égal que des dizaines de milliers de nouvelles recrues viendraient grossir, Obama assure son public du CFR de sa volonté d'« envoyer des troupes au front » où que ce soit, avec ou (s'il le faut) sans le soutien de ces « partenaires » prêts à suivre l'Amérique.

Imprégné de la rhétorique de mission mondiale américaine, Obama présente une série de positions qui doivent soulever de sérieuses questions chez ceux de ses partisans qui considèrent une véritable auto-détermination nationale ainsi que la fin de l'ingérence impériale comme les conditions préalables à une paix durable ainsi qu'à un ordre international à la fois stable et plus juste.

« Le moment américain n'est pas fini, mais il faut s'en saisir à nouveau. Parler de déclin sans appel de la puissance américaine c'est ignorer la grande promesse de l'Amérique ainsi que son rôle historique dans le monde », explique Obama. Plus tôt dans son allocution, il souligne toute une litanie de menaces et de défis pour le 21ème siècle :

« [...] Ils viennent d'armes qui peuvent tuer à une échelle massive et d'un terrorisme international qui répond à l'aliénation ou au sentiment d'injustice par un nihilisme meurtrier. Ils viennent d'États voyous alliés aux terroristes et de puissances émergentes qui pourraient bien défier à la fois l'Amérique et les fondements internationaux de la démocratie libérale. Ils viennent d'États faibles qui ne peuvent pas contrôler leurs territoires ni subvenir aux besoins de leurs populations. Ils viennent aussi d'une planète en réchauffement et qui va générer de nouvelles maladies, engendrer des catastrophes naturelles plus dévastatrices, et provoquer des conflits mortels [...] »

À aucun moment dans cette liste de menaces internationales majeures auxquelles l'Amérique est confrontée il n'est fait allusion au fait que les États-Unis eux-mêmes aient pu jouer un rôle historique, être directement impliqués voire en quelque sorte complices dans la configuration de ce monde dangereux. Et il s'agit encore moins de reconnaître que l'élan américain vers la domination du monde, y compris ses ressources énergétiques, ainsi que l'économie de guerre permanente nécessaire à ces fins, ait quoi que ce soit à voir avec la catastrophe imminente du « réchauffement de la planète »!

La rhétorique et le mythe national l'emportent sur l'histoire. Exprimé dans le discours post-Guerre froide qui définit le « terrorisme », et les « États voyous » ou « défaillants » comme les principales sources d'instabilité et d'insécurité mondiales, l'intégralité du texte d'Obama présuppose que le rôle des États-Unis a été et demeure avant tout celui d'une force positive, le rempart de la « démocratie libérale », dans un monde hostile.

L'allusion faite sans les nommer aux « puissances émergentes » est intéressante. Les rivalités potentielles d'une Chine capitaliste en plein essor ainsi que de ses alliés asiatiques, ou encore du bloc de l'euro, de la Russie ou de l'Inde

ne sont pas explicitement mentionnées mais les élites rassemblées au CFR saisissent la référence. Rien non plus dans le document sur les problèmes économiques fondamentaux à l'origine de la crise impériale des États-Unis — entre autres, la concurrence mondiale accrue, le déclin du dollar, les gigantesques déficits commerciaux et la course au contrôle des ressources vitales.

Sur l'Irak : la « fin responsable »

Dans le détail, l'allocution au CFR affirme qu'un premier pas nécessaire afin « de renouveler le leadership américain dans le monde », doit être de conduire la guerre en Irak à une « fin responsable » de façon à « recentrer l'attention sur le Moyen-Orient au sens plus large ». Le point central : pacifier la situation en Irak afin de poursuivre le projet impérial plus général qui consiste à gagner et à maintenir un contrôle stratégique sur la région et ses réserves pétrolières.

Alors qu'elle se garde bien de mentionner l'invasion et l'occupation de l'Irak comme source principale de violence dans le pays, et qu'elle se concentre sur la guerre civile entre sunnites et chiites qui semblait alors si importante (juillet 2007), l'allocution d'Obama au CFR soutient que les sunnites et les chiites irakiens règleraient probablement leurs différends sans la présence des États-Unis — analyse juste et argument évident pour le retrait.

Étonnamment Obama poursuit en suggérant que les parties ennemies pourraient être poussées à un accord par la menace d'un retrait américain imminent (comme si la majorité écrasante des Irakiens ne souhaitaient pas la fin de l'occupation américaine!)

Il parle ensuite d'un « retrait en plusieurs phases » de toutes les brigades de combat comme étant « la seule façon efficace d'exercer une [telle] pression. » (Il avait initialement proposé de débiter ces opérations en mars 2008).

En accord avec les intérêts stratégiques des États-Unis au Moyen-Orient défendus depuis des décennies, Obama exprime son opposition à un retrait total de la région : en jurant « de montrer clairement que nous ne voulons pas de bases permanentes en Irak » dit-il, « nous (*sic*) devrions laisser derrière nous seulement le minimum de forces militaires de surveillance à distance⁵ dans la région afin de protéger le personnel et les infrastructures américains, de continuer de former les forces de sécurité irakiennes et d'anéantir Al-Qaida. »

A l'époque il ne précisait pas où ces forces « à distance » pouvaient être stationnées, peut-être parce qu'on serait bien en peine d'affirmer l'existence d'un endroit dans la région où des forces américaines en nombre pourraient être bien accueillies.

Les déclarations plus récentes d'Obama, qui datent de juillet 2008, semblent traiter cette épineuse question en revendiquant un « redéploiement des troupes de combat en plusieurs phases » mais en maintenant une « force résiduelle » de plus de 30.000 soldats, laissée là-bas pour poursuivre une branche d'« Al-Qaida en Mésopotamie » qui a toujours été fantomatique, tout en continuant à former les forces militaires irakiennes et en « protégeant les membres des services américains » (une présence militaire pour protéger la présence militaire !). On peut soupçonner une mise à jour de la formule par laquelle la Grande-Bretagne avait maintenu un contrôle semi-colonial sur l'Irak des années 1920 jusqu'à 1958.

Subordonnant ses actes au « progrès politique » en Irak, au jugement du commandement militaire sur le terrain et au possible « besoin de faire des ajustements tactiques », Obama déclare à présent que les brigades de combat des États-Unis actuellement en Irak pourraient se redéployer en toute sécurité dans les 16 mois qui suivraient son entrée en fonction. Cela mènerait à l'été 2010. C'est un engagement sans grande fermeté. Et sans le « progrès politique » en question, le Président Obama n'aurait « pas d'autre choix » que de poursuivre la guerre indéfiniment.

Sur l'Afghanistan : « des troupes au front »

Obama enverrait au moins deux brigades de combat, soit 10 000 soldats, en Afghanistan. Dans son allocution de 2007 au CFR, il parlait d'augmenter le nombre de « troupes au front » en Afghanistan pour « faire face [...] aux terroristes là où ils sont le plus profondément ancrés. » Comme n'importe quel autre politicien au discours musclé, il n'a pas précisé combien de soldats vont y rester, sur ce front — ni les énormes pertes que devront essuyer les civils afghans.

En promettant de poursuivre la « vraie guerre », celle contre Al-Qaida et les Talibans en août 2007 Obama a ouvertement parlé de frappes militaires contre des « cibles terroristes de haute importance » dans la province du Waziristan au Pakistan. « Si nous avons des informations qui justifient d'intervenir et que le Président Musharraf ne veut pas le faire, nous le ferons, » a-t-il proclamé. C'est peut-être l'inexpérience d'Obama qui se manifeste, puisque ce type de violation scandaleuse de la souveraineté d'une nation alliée n'est pas censée être assumée de façon explicite, encore moins affichée à l'avance.

En juillet de cette année, il a demandé l'envoi de « plus de troupes, plus d'hélicoptères, plus de satellites, [et] plus de drones Predator dans la région frontalière de l'Afghanistan ». Convaincu que « le succès en Afghanistan est encore possible, » Obama « suivr[ait] une stratégie intégrée » qui, non seulement augmenterait la force militaire des États-Unis dans le pays, mais aussi, « travaill[erait] à la levée des limites posées par certains alliés de l'OTAN à leurs engagements de forces. »

« Pour vaincre Al-Qaida », a promis le candidat, « je mettrai sur pied une armée du 21ème siècle et des alliances du 21ème siècle qui seront aussi solides que l'alliance anti-communiste qui a gagné la Guerre froide, pour rester à l'offensive partout de Djibouti à Kandahar. ». Ni Hillary Clinton, ni John McCain, ni même George W. Bush, ne pourrait affirmer plus explicitement cette ambition impérialiste débridée.

Comment tout cela est-il censé être accompli par une armée pratiquement brisée par la débâcle en Irak ? Dans son discours au CFR en juillet 2007, et à nouveau un an plus tard à Washington, Obama a réclamé un renforcement de 65 000 soldats pour l'armée de terre et de 27 000 pour l'infanterie de marine. « Je n'hésiterai pas à faire usage de la force, de façon unilatérale s'il le faut, pour protéger le peuple américain ou nos intérêts vitaux quel que soit l'endroit où nous sommes attaqués ou immédiatement menacés », a-t-il déclaré. Dans son discours de juillet dernier il a également appelé à lancer un plan colossal, à hauteur de plusieurs milliards de dollars, pour développer et stabiliser l'économie afghane.

Sur l'Iran : « La force non strictement défensive »

Obama ne promet aucune déviation de la trajectoire générale de la politique des États-Unis vis-à-vis de l'Iran. En résumé ? L'Iran doit accéder aux demandes de Washington sur tous les fronts, interrompre son programme nucléaire, le « soutien au terrorisme » et les « interventions régionales agressives » qui lui sont reprochés, ou payer le prix de sanctions alourdies et, si nécessaire, d'une intervention directe.

Les chroniqueurs « libéraux » ont noté, et ceux de droite dénoncé, le fait qu'Obama se dise prêt à « s'asseoir et discuter » avec les autorités à Téhéran, Damas et ailleurs, mais peu ont souligné que de telles négociations seraient basées sur des ensembles de conditions préalables et la constante menace d'une « realpolitik » de pénalités, l'usage de la coercition et la menace de la force.

Obama a appelé à des sanctions internationales plus fortes contre l'Iran pour le persuader d'interrompre la production d'uranium enrichi. Il a été l'un des soutiens du projet de loi Durbin-Smith au Sénat⁶, la « loi anti-prolifération en Iran », qui impose des sanctions à l'Iran et à d'autres pays qui auraient aidé au développement de son programme nucléaire. Il a écrit et défendu en tant que soutien principal, la « loi de mise en place de sanctions contre l'Iran » en mai 2007. Cette loi rendrait plus facile pour les administrations d'états et de localités de retirer la participation de leurs fonds de pension des entreprises qui investissent dans le secteur énergétique de l'Iran.

Retraits d'investissements et sanctions pour l'Iran, oui. Retraits d'investissements et sanctions pour limiter l'armement nucléaire d'Israël ? Hors de question.

L'interventionnisme restera une composante clé de l'approche internationale de « paix par la force » dont se réclame Obama. Selon ses propres termes, « Nous devons aussi envisager d'user de la force militaire dans des circonstances non strictement défensives pour assurer la sécurité générale qui sous-tend la stabilité mondiale - pour soutenir des amis, participer à des opérations de stabilisation et de reconstruction, ou répondre à des atrocités massives ».

Serait-ce aller trop loin que de suggérer que l'invasion et l'occupation de l'Irak par les États-Unis étaient précisément une telle « atrocité massive » ? Ou d'ailleurs que « l'usage de la force militaire dans des circonstances non strictement défensives », qui revient à une réaffirmation de la doctrine de la guerre préventive de Bush, est elle-

même une violation du droit international et un crime de guerre qui mériterait des poursuites ?

Sur Israël : « Engagement inébranlable »

Pour ceux qui espèrent un changement significatif dans la politique moyen-orientale il suffira peut-être de se pencher sur la Palestine et Israël.

Obama nous disait en 2007 que, « Depuis plus de trois décennies, les Israéliens, les Palestiniens, les dirigeants arabes, et le reste du monde se tournent vers l'Amérique pour qu'elle prenne la tête des opérations et ouvre la voie vers une paix durable [...]. Notre point de départ doit toujours être un engagement clair et ferme pour la sécurité d'Israël, notre allié le plus puissant dans la région dont il est la seule démocratie solide ».

Au Sénat, il a soutenu sans relâche l'accroissement de l'aide économique et militaire à Israël, et s'est exprimé fermement en faveur de l'attaque d'Israël contre le Liban en Juillet 2006.

Dans des discours devant l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*⁷) et ailleurs, il a confirmé avec constance la « relation spéciale » États-Unis-Israël et le « soutien résolu » à Israël comme une pierre angulaire de la politique des États-Unis au Moyen-Orient. Se sentant obligé de contredire les affirmations de ses critiques et de ses adversaires, il a sans cesse exprimé la conviction que la sécurité d'Israël est « sacrosainte » et affirmé « un engagement inébranlable pour la sécurité d'Israël et l'amitié entre les États-Unis et Israël ».

De façon à « assurer un règlement durable du conflit avec deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité », a déclaré Obama aux élites du CFR, « nous devons aider les Israéliens à identifier et renforcer les partenaires qui sont réellement dévoués à la paix, tout en isolant ceux qui cherchent le conflit et l'instabilité ».

Barack Obama, contrairement à l'actuel occupant de la Maison Blanche, n'est pas un ignare qui aurait besoin de retourner à l'école. Comme Ali Abunimah, militant palestinien de la région de Chicago, l'a relaté après l'avoir rencontré personnellement, Obama sait pertinemment que l'occupation Israélienne est la vraie source de « conflit et d'instabilité ». Son discours à l'AIPAC était plus qu'une déclaration d'obéissance à ce lobby sioniste — il faisait partie intégrante du serment de loyauté à l'empire et à la continuité fondamentale de la politique moyen-orientale.

Lors d'un discours dans une synagogue de Floride plus récemment encore, en mai 2008, il a garanti le maintien de positions traditionnelles concernant les relations avec Israël, promis un « engagement inébranlable » à sa sécurité, fait l'éloge du lien étroit entre les États-Unis et Israël et déclaré qu'il ne négocierait ni avec le Hamas ni avec le Hezbollah. Et devant l'AIPAC juste après sa victoire dans la course à la nomination début juin, il a promis qu'une « Jérusalem unifiée » allait « demeurer la capitale d'Israël ».

Ignorait-il que sa prise de position va même au-delà de la politique officielle des États-Unis, selon laquelle Tel Aviv est la capitale d'Israël ? En parlant d'une « Jérusalem unifiée », quel genre de message envoyait-il aux masses arabes et musulmanes, particulièrement aux fidèles qui considèrent la mosquée d'Al-Aqsa / le dôme du Rocher comme le troisième lieu le plus sacré de l'islam ? Quel genre de « changement » leur propose-t-il ? Quelle « promesse » leur fait-il ?

Cuba et l'Amérique latine

Dans un discours du 23 mai devant la très droitère CANF (*Cuban American National Foundation*⁸) basée à Miami, Obama a promis de maintenir l'embargo commercial existant contre l'île « comme un levier pour gagner le changement démocratique ». Il a dit qu'il lèverait les restrictions sur les voyages de famille et les envois d'argent vers l'île mais qu'il proposerait d'entamer une normalisation des relations avec le pays si celui-ci libérait tous les prisonniers politiques.

Un « changement » d'orientation, ici ? Pas vraiment, mais plutôt un retour à la position du gouvernement Clinton. En deux mots ? Le blocus restera en place tout comme l'insistance des États-Unis pour un « changement de régime » et une opposition incessante contre l'auto-détermination de Cuba qui se poursuit depuis l'ère Kennedy.

Obama a aussi promis la continuité du soutien des États-Unis à un « changement de régime » au Venezuela, ni plus ni moins que le renversement de la révolution bolivarienne. Tandis que son discours de la CANF évoquait le manque de démocratie à Cuba, il semblait suggérer autre chose concernant Caracas :

« [...] Nous savons que la liberté à travers notre hémisphère⁹ doit aller au-delà des élections. Au Venezuela, Hugo Chavez est un dirigeant démocratiquement élu. Mais nous savons aussi qu'il ne gouverne pas démocratiquement. Il parle du peuple, mais ses actions servent seulement son propre pouvoir ».

On pourrait largement dire la même chose de George W. Bush, à ce détail près que Bush n'a même probablement jamais été élu démocratiquement, mais ce n'est pas ce qui intéresse Obama. S'élevant non seulement contre Hugo Chavez, mais contre les avancées vers l'auto-détermination de la Bolivie au Nicaragua, le discours au CFR de juillet 2007 soulevait une autre préoccupation :

« Alors que les États-Unis ne parviennent pas à agir sur des réalités changeantes dans les Amériques, d'autres depuis l'Europe ou l'Asie - notamment la Chine - ont augmenté leur présence. L'Iran s'est rapproché du Venezuela, et il y a à peine quelques jours Téhéran et Caracas ont lancé une banque commune grâce à l'effet d'aubaine de leurs profits pétroliers ».

Des puissances étrangères qui se mêlent des affaires de l'hémisphère occidental ? Horreur ! (Qui serait surpris si l'aspirant président invoquait la doctrine Monroe¹⁰ ?)

Une voie de progrès ?

En somme, Barack Obama promet de maintenir les « intérêts nationaux » du projet impérial des États-Unis. Sa promesse d'un retour à la politique de l'ère Clinton sans réel changement dans le statu quo au Moyen Orient ; son évocation d'une diplomatie toujours renforcée par la menace de la force militaire « non strictement défensive » et de l'interventionnisme unilatéral ; son appel aux « changements de régimes » et à la contre-révolution en Amérique latine ; rien de tout cela n'est de bon augure, en particulier pour tous ceux qui restent toujours sur leur faim et attendent quelque chose de plus consistant que la promesse rhétorique du « changement ».

Au moment le plus intense de la période des primaires présidentielles, Obama a sans doute captivé l'imagination et les aspirations d'une très grande partie de la population des États-Unis. Sa campagne historique a mobilisé l'Amérique noire, et des strates entières de la jeunesse légitimement préoccupée par un avenir de plus en plus incertain, ainsi qu'un grand nombre de personnes de couleur qui attendent depuis longtemps un changement significatif à la tête du pays.

La candidature Obama, perçue non seulement comme un soulagement tant attendu après huit ans de sauvagerie de la part de la clique de Bush, mais aussi comme une rupture apparente avec le soutien néolibéral du DLC (*Democratic Leadership Council*¹¹) aux entreprises privées, a également séduit beaucoup de cœurs et d'esprits dans les mouvements ouvrier, écologiste et de la paix.

Certes, la seule pensée de John McCain président est effrayante. Personne à gauche ne le contesterait. Même parmi ceux qui ne sont pas dans le sillon des démocrates, la défense du « moindre mal¹² » s'est déjà très largement propagée, peut-être même encore plus qu'avec Kerry et Gore en 2004 et 2000.

Il y a ceux qui ont tiré de l'oubli une ligne similaire à celle défendue en 1964 sur le thème, « faire une partie du chemin avec LBJ¹³ ». Et puis il y a ceux qui, captivés par la dimension réellement historique de la campagne Obama, ne sont pas passés outre son style affuté à la Kennedy, tout en assurance et en vivacité, pour examiner la substance de sa politique.

Alors qu'avons-nous à dire, nous, la gauche anti-impérialiste, à ces masses de gens qui, lassées et alarmées à juste titre par les projets républicains, ont placé leurs espoirs en Obama ?

Il est clair que ses positions sur la politique étrangère donnent des arguments importants à ceux qui choisissent

d'ouvrir un dialogue constructif avec ses soutiens. Ses desseins de revitalisation et d'extension du projet impérialiste des États-Unis doivent aussi être placés au tout premier plan par les partisans de l'action politique indépendante et ceux des candidates du *Green Party* Cynthia McKinney et Rosa Clemente.

Dans tous les cas, ceux qui critiquent le rôle des États-Unis dans le monde ne doivent donner prise à aucune illusion de « changement » substantiel. Tandis qu'une présidence Obama serait tactiquement contrainte de dévier de la ligne de Bush & Co, qui se comportent ouvertement comme des seigneurs de guerre et des bandits, il n'y aura pas de rupture stratégique avec la quête constante de la domination mondiale des États-Unis ni avec les impératifs de l'empire.

[1](#)Le mot « libéral », aux États-Unis, désigne aujourd'hui une orientation politique en faveur des libertés individuelles et d'une modeste intervention de l'État pour limiter les inégalités les plus extrêmes. La droite s'en sert comme d'un anathème, lié à la stigmatisation du *New Deal*.

[2](#)Le « conseil des affaires étrangères ».

[3](#)Réunissant des membres des deux principaux partis : des démocrates et des républicains.

[4](#)Le ministère des Affaires étrangères.

[5](#)La formule originale fait référence aux technologies « transhorizon » (« *over the horizon* »).

[6](#)Obama est sénateur de l'Illinois depuis fin 2004.

[7](#)Le « comité d'affaires publiques États-Unis/Israël ».

[8](#)La « fondation nationale cubaine-américaine ».

[9](#)Les États-Unis ont tendance à parler, pratiquement depuis leur indépendance, de « l'hémisphère occidental » dont ils considèrent le destin comme lié au leur.

[10](#)Cette doctrine formulée dès 1823 par le président Monroe, se précise au cours du 19e siècle comme un isolationnisme réciproque entre Europe et Amérique, ouvrant la voie aux visées hégémoniques des États-Unis sur le continent.

[11](#)Le « conseil de direction démocrate ».

[12](#)L'expression originale fait directement référence à ce qu'on appellerait en France les phénomènes de vote « utile » d'une partie de la gauche pour les démocrates.

[13](#)Lyndon Baines Johnson, qui succéda à John Fitzgerald Kennedy à la présidence des États-Unis, entre 1963 et 1969. Le slogan comporte une rime en anglais.

trad. de l'anglais et notes de Taverna Jordan et Simon Marceau

Initialement paru dans Against the Current, n° 136, sept/oct 2008.

<http://www.solidarity-us.org/node/1881>